



## AUTORISATION DE SURVOL DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES - autorisation numéro 2014 – 117 -

---

Pétitionnaire : Société Hydro Electrique du Midi - SHEM  
Adresse : Société Hydro Electrique du Midi – SHEM – groupement d’Artouste – usine d’Artouste – 64440 LARUNS  
Nature de la demande : survol,  
Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées en vallée d’Ossau,  
Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Yves HAURE - Secrétaire général du Parc National des Pyrénées

---

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 19-2,

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R 331-19-2 du code de l'environnement (*NOR : DEVL120758A*).

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (*NOR : DEVN0826308D*),

Vu le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (*NOR : DEVL1234918D*),

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra, sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

**- article premier :**

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles sus mentionnés, Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées autorise la société hydro électronique du Midi – groupement d’Artouste - à organiser un hélicoptage dans les conditions suivantes :

- point de départ : DZ d’Artouste – commune de Laruns (*Pyrénées-Atlantiques*),

*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

././.

- point d'arrivée : DZ du lac d'Artouste – commune de Laruns (*Pyrénées-Atlantiques*),
- nombre de rotation : huit rotations,
- objet du survol : repli des installations de maintenance du lac d'Artouste,
- prestataire aérien : SAF,

Les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation. Le survol sera organisé afin d'éviter la zone du Cezy.

Les trajets seront calculés en fonction des zones de sensibilité de la faune sauvage qui seront communiquées par Monsieur le Chef du secteur du Parc National des Pyrénées en vallée d'Ossau.

**- article deux :**

La présente autorisation est délivrée pour le vendredi 20 juin 2014, de 08 heures 15 à 10 heures, et la destination mentionnée en supra.

En cas d'impossibilité de réaliser le survol à la date mentionnée en supra, le pétitionnaire s'engage à prévenir le Parc National des Pyrénées de la date de report.

**- article trois :**

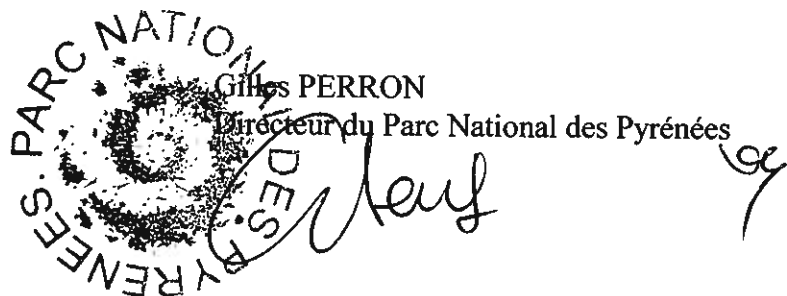
Les personnels assermentés et commissionnés du Parc National des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de tout autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc National des Pyrénées.

**- article quatre :**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur [www.parc-pyrenees.com](http://www.parc-pyrenees.com)

Fait à Tarbes, le mercredi 18 juin 2014.

Gilles PERRON  
Directeur du Parc National des Pyrénées

A circular stamp with the text "PARC NATIONAL DES PYRÉNÉES" around the perimeter. In the center, there is a stylized graphic of a mountain range. To the right of the stamp, there is a handwritten signature in black ink.

Parc National des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*